

CTSD du 10 avril 2015
Déclaration préalable de l'UNSA Education

Madame la Directrice Académique, Mesdames, Messieurs,

Nous appartenons à une fédération qui n'hésiterait pas à reconnaître une dotation si elle la jugeait positive pour que les conditions d'enseignement s'améliorent dans nos écoles et établissements. Malheureusement, la dotation ministérielle et la transposition départementale en moyens ne peut nous satisfaire.

Nous aurions vraiment aimé que nos collègues soufflent enfin après des années difficiles, jamais les saignées passées et même lointaines n'auront été récupérées, faute de moyens suffisants octroyés. Bref, à l'Ouest rien de nouveau, ce manque d'oxygène est réel pour nos collègues qui sont de plus en plus soumis à la pression de leurs effectifs, qui vivent dans la crainte permanente d'une future fermeture. Nous ne nions pas la réalité démographique dans certaines situations mais constatons qu'année après année, la variable d'ajustement utilisée est celle des tout petits. Dans un passé qui nous paraît maintenant lointain, nous avons la spécificité reconnue de leur forte scolarisation. Maintenant, véritable peau de chagrin ou serpent de mer, ils sont de moins en moins dans nos écoles et nous rappelons, comme nous l'avons toujours fait, que cela profite parfois, devrais-je dire souvent, à l'enseignement privé qui les accueille à bras ouvert.

Nous savons que vous faites avec les dotations qui vous sont octroyées. Nous avons sûrement échappé au pire grâce aux indicateurs sociaux, qui ont partiellement pris en compte les très sérieuses difficultés sociales que connaît notre département, dans sa partie méridionale. Inversement, dans certaines zones littorales plus aisées, nous ne nions pas la réalité de certaines situations : plus le terrain est cher plus il devient difficile aux familles de s'y installer. Ainsi à Paimpol, le maire, subitement inquiet de la situation de ses écoles publiques, sort un plan de sauvetage qui sera mis en application dès la rentrée prochaine après une mise en place pour le moins houleuse. Au passage, merci pour tout, au revoir et à bientôt, il ferme l'école qui scolarisait le plus d'élèves dans sa ville, à savoir Kéridy. Je vous invite à aller sur place pour comprendre cette décision, vous y verrez que ce site est à quelques centaines de mètres de la mer et de l'abbaye de Beauport, un hasard sûrement...

Nous sommes très inquiets du devenir de notre service public d'éducation à Paimpol. Il était certes souffrant mais nous ne sommes pas certains que les remèdes utilisés et la façon de faire vont lui être bénéfiques. Nous nous interrogeons notamment sur le fait de déplacer des élèves bilingues sur les mêmes lieux que l'école Diwan. L'avenir nous dira si nous avons raison et pour le coup nous espérons vraiment avoir tort, sincèrement. En un an, notre département aura donc vu trois de ses écoles publiques disparaître, au nom de l'UNSA-Education, nous le déplorons. Une pensée pour les enseignants de ces écoles qui, comme nous, doivent être bien tristes, d'autant qu'ils se sont battus et ont œuvré pour ces écoles. Une autre pensée pour les itinérants anglais qui disparaissent aussi du paysage costarmoricain afin de créer des nécessaires postes de remplaçants. Nous souhaitons que ces créations soient des postes de brigades de circonscription. Par ailleurs, est-il utile de rappeler que ces postes avaient disparu, il y a quelques années, pour masquer les suppressions massives de postes, un remplaçant de moins ça se voyait moins qu'une classe ... Cette suppression de postes d'itinérants s'accompagne de refléchage de postes, nous vous demandons que ceux qui le souhaitent puissent être habilités.

D'autres postes, et pas des moindres, subissent des réorganisations qui se matérialisent par des réimplantations où les besoins existent. Il n'empêche que cela va amputer une partie des moyens qui existaient sur d'autres sites où les besoins sont aussi réels. Cette gestion minimaliste et de redéploiement s'explique par le manque de moyens octroyés. Il est à signaler que l'an dernier nous avons demandé un abondement spécifique pour notre département. Par manque de moyens rien n'est envisagé pour nos collègues référents, et c'est bien dommage tant leur charge de travail est croissant, nous en avons fait part à plusieurs reprises. Un exemple parmi d'autres pour l'ASH de notre département. En ce qui concerne les fusions ou regroupements, nous ne sommes pas fondamentalement contre. S'ils sont fait avec l'accord de tous et dans l'intérêt des élèves, pourquoi pas ? Nous souhaitons alors que ce soit pérennisé afin que les écoles qui ont fait ce choix puissent travailler dans la sérénité.

Un dernier mot pour les zones rurales impactées par cette carte scolaire, nous vous rappelons les difficultés sociales et économiques de ces secteurs et nous vous demandons une attention particulière, la survie d'un service public d'éducation y est vitale. Nous n'oublions pas les secteurs dits sensibles eux aussi touchés par des mesures.

Pour conclure, oui vraiment, nous aurions aimé une autre carte scolaire qui prenne plus en compte les spécificités de notre département, le bilinguisme semblant absent de ces prévisions (sauf pour une fermeture que nous dénonçons car elle va fragiliser cette filière sur cette commune).

Les représentants de l'UNSA Education